



DECLARATION COMMUNE

Le 12 septembre, les salariés ont réaffirmé leur exigence pour un droit du travail porteur de justice sociale et de progrès. Ils ont refusé des ordonnances ringardes inspirées par les exigences du Medef depuis des décennies ; exigences qui n'ont jamais éradiqué le chômage et la précarité.

Les 6 manifestations qui ont réunies plus de 2700 manifestant-e-s dans notre département sont aussi le reflet de nombreux arrêts de travail dans les entreprises privées comme dans les établissements publics et, bien souvent, ces arrêts de travail ont été lancés à l'appel de plusieurs organisations syndicales.

Les salariés du secteur public étaient, eux aussi, très nombreux dans l'action à partir de leurs propres revendications qui convergent avec celles des salariés du secteur privé.

Les retraités refusent, entre autres, qu'on leur ponctionne leur maigre pouvoir d'achat à travers l'augmentation de la CSG.

Partout, c'est bien l'urgence de plus de justice sociale qui s'est exprimée et le refus de l'exploitation grâce au renforcement des droits et des garanties collectives.

Les organisations syndicales revendiquent :

- le retrait des ordonnances et des lois Macrons, Rebsamen et El Khomri qui casse le droit du travail
- l'amélioration significative des conditions de travail et de véritables augmentations de salaires, des pensions, des minima sociaux
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- la retraite à 60 ans à taux plein et la reconnaissance de la pénibilité,
- une politique industrielle créatrice d'emplois et le développement des services publics répondant aux besoins de la population
- une protection sociale solidaire de haut niveau pour tous les travailleurs
- la fin de l'exonération des cotisations sociales, de la fraude et de l'évasion fiscale

Nous allons poursuivre notre travail d'information et de mobilisation de tous les salariés, privés d'emploi et retraités sur les ordonnances « Macron ».

Nous allons tout faire pour unir et élargir le rassemblement du monde du travail avec toutes les organisations syndicales et de jeunesse.

Notre ambition reste de construire des mobilisations encore plus fortes pour s'opposer à toutes les régressions sociales du gouvernement « Macron ».

Tous en GREVE et en MANIF le 21 septembre

Privas à 11h devant la Préfecture

Annonay 14h gare routière (Face à Super U)

Aubenas 14h place de la gare, Le Teil 10h30 à la mairie,

Le Cheylard 10h devant la mairie, Tournon 11h à la passerelle,